PARLEMENT WALLON

SESSION 2021-2022

19 AVRIL 2022

PROJET DE DÉCRET

relatif au Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap *

RAPPORT

présenté au nom de la Commission de l'emploi,
de l'action sociale et de la santé

par

M. Sahli

SOMMAIRE

I. Résumé.....	3
II. Procédure.....	3
III. Exposé de Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes.....	3
IV. Discussion générale.....	4
V. Examen et vote des articles.....	5
VI. Vote sur l'ensemble.....	6
VII. Rapport.....	6
VIII. Texte adopté par la Commission.....	7

Pour compléter son information, le lecteur peut consulter :

- le compte rendu avancé des travaux qui n'engage ni les auteurs des interventions ni le Parlement. Il est consultable via le lien suivant : <https://parlwal.be/3K04103>.
- le compte rendu intégral qui fait foi quant au contenu des interventions. Il est consultable via le lien suivant : <https://parlwal.be/39jGSdD>.

Les enregistrements audiovisuels de la réunion sont découpés en podcasts et mis à disposition sur le site web du Parlement de Wallonie : <https://parlwal.be/384IZTa>.

Mesdames,

Messieurs,

Votre Commission de l'emploi, de l'action sociale et de la santé a examiné le projet de décret relatif au Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap (Doc. 901 (2021-2022) – N° 1).

I. RÉSUMÉ

Le présent projet de décret crée un Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap. Cette fonction consultative permettra entre autres d'améliorer la représentation des personnes en situation de handicap et la cohérence des actions menées dans ce secteur. Il reconnaît pour les personnes en si-

tuation de handicap l'importance de l'exercice de leur autonomie et de leur liberté de faire leurs propres choix.

Par 9 voix et 1 abstention, votre Commission recommande l'adoption de ce projet de décret, tel qu'amendé, par l'assemblée.

II. PROCÉDURE

En date du 1^{er} avril 2022, le Gouvernement wallon a déposé le projet de décret relatif au Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap (Doc. 901 (2021-2022) – N° 1).

Il a été envoyé en Commission de l'emploi, de l'action sociale et de la santé le 20 avril 2022.

La commission s'est réunie le 19 avril 2022.

Des amendements (Doc. 901 (2021-2022) – N° 2) ont été déposés.

Ont participé aux travaux : M. Disabato, Mme Durrenne, M. Heyvaert, Mme Laffut, MM. Legasse, Muge-mangango (Art. 47.4), Mme Roberty, M. Sahli, Mmes Sobry, Vandorpe.

Ont assisté aux travaux : Mmes Delporte (Art. 47.4), Galant, Goffinet, Greoli, Kapompole, Péciaux, Ryckmans (Art. 47.4).

Mme Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes.

III. EXPOSÉ DE MME MORREALE, MINISTRE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DES DROITS DES FEMMES

Mme la Ministre indique que ce texte constitue une étape majeure dans la prise en compte de la dimension du handicap dans l'ensemble des politiques wallonnes. Cette fonction consultative va non seulement améliorer la représentation des personnes en situation de handicap et la cohérence des actions menées mais elle va aussi permettre de respecter le nouvel article 22^{ter} de la Constitution.

Le modèle proposé pour ce Conseil consultatif vise la mise en place d'un organe indépendant donnant des avis d'initiative ou à la demande sur les avant-projets

de décret et d'arrêtés réglementaires relatifs à la politique des personnes en situation de handicap ou ayant un impact sur ces personnes.

Pour ce faire, le Conseil consultatif sera doté des moyens financiers et organisationnels lui permettant de réaliser sa mission dans de bonnes conditions. Un rôle de support sera par ailleurs confié à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles (AViQ).

Il sera composé de quinze membres effectifs et autant de suppléants ayant une expertise dans le domaine du handicap, dont au moins douze membres reconnus en vertu de l'article 321 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, en qualité de représentants des

associations représentatives des personnes handicapées.

Les membres seront désignés par le Gouvernement à la suite d'un appel public à candidatures publié au *Motivateur belge*, mais aussi sur le site web de l'AViQ.

IV. DISCUSSION GÉNÉRALE

1. Questions et observations des membres

Mme Vandorpe rappelle que la mise en place du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap concrétise une obligation de la Convention de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Le Groupe Les Engagés soutient la participation accrue à la décision politique des citoyens, et donc aussi des personnes en situation de handicap, trop souvent oubliées dans les processus décisionnels.

L'intervenante souhaite cependant comprendre comment ce Conseil va s'articuler avec la fonction consultative de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles (AViQ).

Il est enfin demandé où en est la mise en place de ces conseils au niveau communal.

Mme Sobry tient à saluer le respect de l'engagement pris par le Gouvernement dans la Déclaration de politique régionale 2019-2024 (DPR), laquelle prévoit d'accorder une importance particulière aux politiques de soutien aux personnes porteuses d'un handicap. Ce projet de décret s'inscrit par ailleurs dans la ligne de la Convention de l'Organisation des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, notamment dans le renforcement de la prise en compte du handicap dans le cadre de l'ensemble des politiques, à savoir le *handstreaming*.

Il est relevé que la DPR prévoit également une simplification des organes de l'AViQ et il est par conséquent demandé quelle est la vision globale de Mme la Ministre sur la fonction consultative dans les matières qui sont gérées par l'Agence, et plus particulièrement quelle sera l'articulation entre les comités de branche de l'AViQ et ce Conseil consultatif. Il est en effet rappelé que le décret sur la réforme de l'AViQ, qui comprendra un volet sur la fonction consultative, devrait aboutir prochainement.

M. Mugemangango reconnaît l'importance de mettre en place un Conseil consultatif pour les personnes porteuses de handicap. Il s'agira cependant pour le Gouvernement de suivre les avis qui pourront être émis.

Il est par ailleurs demandé dans quelle mesure cette nouvelle instance d'avis n'aurait pas pu trouver sa place au sein du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie).

Enfin, tant la Commission wallonne des personnes handicapées que l'AViQ posent la question des délais d'avis et estiment ceux-ci beaucoup trop courts et il est demandé la réaction de Mme la Ministre sur ce point.

Mme Roberty estime que le Gouvernement répond à une attente forte du secteur du handicap et des associations représentatives. Elle estime en effet important d'associer les personnes en situation de handicap à la prise de décision sur les matières qui les concernent directement. C'est aussi un engagement pris par la Wallonie lorsqu'elle a adhéré à la Convention sur les droits de la personne handicapée de l'ONU.

Il est demandé des précisions sur le support offert par l'AViQ au Conseil consultatif.

L'intervenante souligne que c'est la première fois qu'un projet de décret contient une fiche relative au test handicap en Wallonie. Pour le Groupe PS, il s'agit d'une avancée importante qu'il reste maintenant à implémenter durablement. Il est demandé si le Conseil consultatif sera appelé à jouer un rôle dans le développement du *handstreaming* en Wallonie.

Sur la coordination de ce nouvel organe avec d'autres, il est souhaité que Mme la Ministre revienne sur le rôle de l'AViQ en matière de fonction consultative.

Enfin, la commissaire informe qu'elle déposera un amendement visant à insérer un chapitre *2bis* intitulé « Modifications du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé » en vue d'assurer une meilleure coordination et une représentation des associations.

M. Heyvaert demande comment le *handstreaming* sera mis en place et si des moyens sont prévus pour sensibiliser et impliquer les personnes porteuses d'un handicap.

Le commissaire considère par ailleurs que rendre des avis en urgence peut s'avérer compliqué et il souhaite savoir si des balises sont prévues à cet égard.

2. Réponses du Gouvernement

Mme la Ministre indique que la liste des *handicon-tacts* et la manière dont ils s'implémentent dans les communes se trouvent sur le site web de l'AViQ. Elle renvoie pour le reste à M. Collignon, Ministre du Logement des Pouvoirs locaux et de la Ville, pour plus de précisions.

L'articulation du Conseil consultatif sera concrétisée dans le cadre de la réforme en cours des instances de l'AViQ.

Le fait de loger le Conseil consultatif au CESE Wallonie est contraire au prescrit de la Convention sur les droits des personnes en situation de handicap de l'ONU. Il n'est en effet pas possible d'instaurer un Conseil consultatif composé de représentants d'associations de personnes handicapées sous l'égide de partenaires sociaux.

Concernant la question des délais, ils ont été allongés de 30 à 45 jours et les demandes urgentes de 5 jours calendrier à 5 jours ouvrables. S'agissant de l'urgence, elle devra être motivée et devra constituer l'exception.

Le Conseil consultatif pourra s'occuper du *handis-treaming* et, une fois constitué, il devrait suivre attentivement la façon dont les différentes mesures du Gouvernement s'articulent.

Le Conseil général de l'AViQ sera doté d'une mission stratégique transversale à long terme alors que les comités de branche seront chargés d'une fonction consultative, à savoir qu'ils pourront proposer des avis d'initiative sur des thématiques spécifiques ou des études sur des thématiques qui les concernent.

Si le décret constitutif de l'AViQ prévoit bel et bien de confier la fonction consultative au Conseil de stratégie et de prospective, Mme la Ministre constate qu'il n'a pas été mis en place dès lors que les experts n'ont pas été désignés. Conformément à la DPR, laquelle prévoit de simplifier les instances de l'AViQ et de confier la fonction consultative aux comités de branche, elle indique que cette réflexion est en cours.

La fonction consultative relative à la politique des personnes en situation de handicap a, jusqu'à présent, été laissée à la Commission wallonne des personnes handicapées. Le Conseil consultatif des personnes en situation de handicap va donc se substituer à celle-ci.

En outre, le Conseil consultatif se distingue de la Commission wallonne des personnes handicapées en ce qu'il sera exclusivement composé d'associations représentatives des personnes handicapées ainsi que de trois experts. De plus, le Conseil consultatif aura une mission plus large et transversale.

Les associations représentatives seront sensibilisées afin qu'elles envoient des personnes en situation de handicap pour les représenter.

Au niveau de l'AViQ, ce sont trois nouveaux équivalents temps plein qui seront dédiés spécifiquement à ces questions.

V. EXAMEN ET VOTE DES ARTICLES

Articles 1^{er} à 8

Les articles 1^{er} à 8 n'ont fait l'objet d'aucun commentaire.

Votes

Les articles 1^{er} à 8 ont été adoptés à l'unanimité des membres.

Amendement n°1 (Doc. 901 (2021-2022) – N° 2) déposé par Mmes Roberty, Sobry et M. Heyvaert visant à insérer un chapitre 2bis

Amendement n°2 (Doc. 901 (2021-2022) – N° 2) déposé par Mmes Roberty, Sobry et M. Heyvaert visant à insérer un article 8bis

Votes

L'amendement n°1 (Doc. 901 (2021-2022) – N° 2) déposé par Mmes Roberty, Sobry et M. Heyvaert visant à insérer un chapitre *2bis* a été adopté à l'unanimité des membres.

L'amendement n°2 (Doc. 901 (2021-2022) – N° 2) déposé par Mmes Roberty, Sobry et M. Heyvaert visant à insérer un article *8bis* a été adopté à l'unanimité des membres.

Article 9

L'article 9 n'a fait l'objet d'aucun commentaire.

Vote

L'article 9 a été adopté à l'unanimité des membres.

VI. VOTE SUR L'ENSEMBLE

Par 9 voix et 1 abstention, la Commission de l'emploi, de l'action sociale et de la santé recommande l'adoption du projet de décret, tel qu'amendé, par l'assemblée plénière.

VII. RAPPORT

À l'unanimité des membres, il a été décidé de faire confiance au Président et au Rapporteur pour l'élaboration du rapport.

Le Rapporteur,
M. SAHLI

Le Président,
D. LEGASSE

VIII. TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

PROJET DE DÉCRET

relatif au Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap

Chapitre 1^{er} - Disposition générale

Article 1^{er}

Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, §1^{er}, de celle-ci.

Chapitre 2 - Création du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap

Art. 2

Il est institué un Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap, ci-après dénommé « le Conseil ».

L'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles, ci-après dénommée « l'AViQ », assure la fonction de support du Conseil, qui comprend au moins un secrétariat, un support juridique, une veille stratégique et des études.

Section 1^e - Missions

Art. 3

§1^{er}. Le Conseil a pour principale mission d'assurer une représentation des personnes en situation de handicap dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques qui les concernent.

§2. Le Gouvernement wallon sollicite l'avis du Conseil sur les avant-projets de décret et projets d'arrêtés ayant une portée réglementaire relatifs à la politique des personnes en situation de handicap, visée à l'article 5, §1^{er}, II, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§3. Le Conseil peut remettre des avis, de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement wallon, sur les avant-projets de décret et projets d'arrêtés ayant une portée réglementaire qui ont un impact sur la vie des personnes en situation de handicap et qui relèvent des compétences régionales autres que la politique des personnes en situation de handicap visée au paragraphe 2, en ce compris les compétences exercées par la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution. Ces avis visent principalement à assurer la prise en compte de la dimension du handicap dans ces avant-projets ou projets.

Les avant-projets de décret et projets d'arrêtés visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis par le Gouvernement wallon au plus tard lors de leur adoption en première lecture.

§4. Le Conseil peut réaliser des études, de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement wallon, sur des matières liées au handicap relevant des compétences régionales, en ce compris les compétences exercées par la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Section 2 - Composition

Art. 4

§1^{er}. Le Conseil est composé de quinze membres ayant une expertise en raison de leur participation aux activités d'organisations s'intéressant aux personnes en situation de handicap ou de leurs activités sociales ou scientifiques.

Au moins douze membres sont reconnus, en vertu de l'article 321 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, en qualité de représentants des associations représentatives des personnes handicapées ou de leur famille, à condition de ne pas avoir également pour objet la défense ou la représentation de services, d'institutions ou de centres agréés ou subventionnés par le Gouvernement wallon au titre de la politique d'intégration des personnes en situation de handicap.

Pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1^{er}, un membre suppléant est désigné.

§2. Chaque ministre du Gouvernement wallon désigne un représentant auprès de ce Conseil.

Un représentant du Conseil supérieur national des personnes handicapées est invité à assister aux réunions du Conseil.

Un représentant de l'AViQ est invité à assister aux réunions du Conseil.

§3. Le Conseil peut faire appel à des experts et à des institutions, tant nationales que celles relevant des Communautés ainsi qu'aux conseils consultatifs relevant des autres entités fédérées.

Art. 5

Les membres effectifs et suppléants du Conseil visés à l'article 4 sont désignés par le Gouvernement wallon,

après un appel public à candidatures publié au *Moniteur belge*.

Leur mandat a une durée de cinq ans et est renouvelable.

En cas de vacance, le remplaçant achève le mandat du membre remplacé.

Le Gouvernement wallon désigne le président et deux vice-présidents parmi les membres effectifs. Deux de ces trois membres au maximum peuvent être du même sexe.

Leur mandat prend fin avec leur mandat de membre du Conseil.

Le secrétaire ou les secrétaires sont désignés parmi les agents relevant de l'AViQ et par celle-ci.

Section 3 - Fonctionnement

Art. 6

§1^{er}. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement wallon ou son délégué.

Le président et les deux vice-présidents du Conseil constituent le bureau.

Le Conseil se réunit à la demande du Gouvernement wallon ou d'un de ses ministres, à l'initiative de son président ou à la requête écrite et motivée de quatre membres au moins.

Il peut constituer des groupes de travail.

Seuls les membres visés à l'article 4, §1^{er}, et leurs suppléants ont voix délibérative.

§2. Ses avis sont communiqués au Gouvernement wallon et à l'AViQ dans un délai de quarante jours calendrier ou cinq jours ouvrables dans des cas urgents à

motiver à compter de la date de réception du dossier de demande d'avis complet.

A défaut d'avis dans les délais prévus à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement wallon peut passer outre cette consultation.

Art. 7

Les membres visés à l'article 4, §1^{er}, le représentant visé à l'article 4, §2, alinéa 2, ainsi que les experts et représentants visés à l'article 4, §3, peuvent obtenir le remboursement des frais de parcours prévus par la réglementation applicable aux frais de parcours octroyés aux membres des organes de l'AViQ.

Art. 8

Les dépenses occasionnées pour le fonctionnement du Conseil sont mises à charge du budget de l'AViQ.

Chapitre 3 - Modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 9

Dans l'article 321, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les mots « - ne pas être un service, une institution ou un centre agréé ou subventionné par le Gouvernement au titre de la politique d'intégration des personnes handicapées. » sont abrogés.

Chapitre 4 - Disposition finale

Art. 10

Le présent décret entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.